

2° het gehalte aan totaal koper is niet hoger dan 0,5 mg Cu per liter;

3° het gehalte aan totaal nikkel is niet hoger dan 0,3 mg Ni per liter.

Art. 11. Wat betreft het industrieel afvalwater dat bij de vervaardiging en de bewerking van overig glas (rubriek 26.15) in openbre rioleringen wordt geloosd, maken de in artikel 7 bedoelde parameters in voorkomend geval het voorwerp uit van een bijzondere voorwaarde.

Onderafdeling II. — Analyse- en monsternemingstechnieken

Art. 12. Voor de monsternemingen en de analyse van de gezamenlijke parameters bedoeld in de artikelen 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9 en 10 van deze sectorale voorwaarden wordt gebruik gemaakt van de technieken die tegenwoordig toegepast worden of goedgekeurd zijn door het referentielaboratorium van het Waalse Gewest.

Art. 13. Wat betreft de voorwaarden bedoeld in de artikelen 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9 en 10 van deze sectorale voorwaarde, wordt « totaal metaal » gemeten aan de hand van een ongefilterd monster, aangezuurd bij PH2.

Onderafdeling IV. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 14. Het koninklijk besluit van 2 augustus 1985 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de sector van de glasnijverheid in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen, wordt opgeheven.

Art. 15. Voor de inrichtingen die in werking zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, kan de bevoegde overheid voorzien in voorwaarden die niet zo streng zijn als deze sectorale voorwaarden. Die bijzondere voorwaarden zijn hoe dan ook gelijk aan de vorige vergunning. De geldigheidsduur ervan verstrijkt uiterlijk 31 oktober 2007.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2003.

Art. 17. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 januari 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 953

[2003/200315]

**16 JANVIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant condition sectorielle eau relative à la fabrication des engrais**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution, rendu le 15 février 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 25 septembre 2002,

Arrête :

CHAPITRE UNIQUE. — *Champ d'application et conditions de déversement*

Section I^{re}. — Champ d'application

Article 1^{er}. Les présentes conditions s'appliquent aux installations ou activités reprises à la rubrique n° 24.15 : Fabrication de produits azotés et d'engrais.

Pour l'application du présent arrêté, le secteur est subdivisé en sous-secteurs comme suit :

1° sous-secteur I : production d'engrais phosphatés, de superphosphates et de phosphates techniques, en ce compris la fabrication de produits liés ou annexe, notamment la fabrication d'acides phosphoriques de base et d'acides phosphoriques purifiés;

2° sous-secteur II : production d'engrais azotés, en ce compris la fabrication de produits liés ou annexe, notamment la fabrication d'acide nitrique et d'ammoniaque;

3° sous-secteur III : production d'engrais composés, en ce compris la fabrication de produits liés ou annexe.

Section II. — Conditions de déversement

Sous-section I^{re}. — Conditions de déversement en eaux de surface ordinaires.

Art. 2. Les eaux usées industrielles rejetées en eau de surface ordinaire respectent les conditions suivantes :

1° pour le sous-secteur I, le pH des eaux déversées doit être compris entre 5 et 9;

Pour le sous-secteur II, le pH des eaux déversées doit être compris entre 6 et 9;

Pour le sous-secteur III, le pH des eaux déversées doit être compris entre 6 et 9.5.

Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9 ou 9.5, selon le cas, ou inférieur à 5 ou 6, selon le cas, peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la demande biochimique en oxygène en cinq jours à 20 °C et en présence d'allylthio-urée des eaux déversées ne peut dépasser 30 mg d'oxygène par litre;

3° la demande chimique en oxygène des eaux déversées ne peut dépasser 200 mg d'oxygène par litre;

4° pour le sous-secteur I, la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 200 mg par litre;

pour le sous-secteur II, la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 80 mg par litre;

pour le sous-secteur III, la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 150 mg par litre;

5° pour les sous-secteurs I et III, la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser (au cours d'une sédimentation statique de deux heures) 3 ml par litre;

Pour le sous-secteur II, la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser (au cours d'une sédimentation statique de deux heures) 1 ml par litre;

6° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg par litre;

7° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg par litre;

8° pour le sous-secteur II, la teneur en nitrates des eaux déversées ne peut dépasser 200 mg N par litre pour tout rejet supérieur ou égal à 3 300 kg N par mois avant épuration;

Pour le sous-secteur III, la teneur en nitrates des eaux déversées ne peut dépasser 150 mg N par litre pour tout rejet supérieur ou égal à 3 300 kg N par mois avant épuration;

9° pour le sous-secteur II, la teneur en azote ammoniacal des eaux déversées ne peut dépasser 100 mg N par litre pour tout rejet supérieur ou égal à 3 300 kg par mois avant épuration;

Pour le sous-secteur III, la teneur en azote ammoniacal des eaux déversées ne peut dépasser 150 mg N par litre pour tout rejet supérieur ou égal à 3 300 kg par mois avant épuration;

10° la teneur en chrome total des eaux déversées ne peut dépasser 0.1 mg Cr par litre;

11° la teneur en zinc total des eaux déversées ne peut dépasser 0.6 mg Zn par litre;

12° la teneur en plomb total des eaux déversées ne peut dépasser 0.1 mg Pb par litre;

13° la teneur en nickel total des eaux déversées ne peut dépasser 0.1 mg Ni par litre;

14° la teneur en arsenic total des eaux déversées ne peut dépasser 0.1 mg As par litre;

15° la teneur en cuivre total des eaux déversées ne peut dépasser 0.1 mg Cu par litre;

16° la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 °C;

17° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

18° la teneur en phosphore total des eaux déversées ne peut dépasser 80 mg P par litre pour le sous-secteur I et 35 mg P par litre pour le sous-secteur III. Cette condition n'est pas d'application pour le sous-secteur II;

19° la teneur en fluor total des eaux déversées ne peut dépasser 300 mg F par litre pour le sous-secteur I et dépasser 50 mg F par litre pour le sous-secteur III. Cette condition n'est pas d'application pour le sous-secteur II;

20° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.

Sous-section II. — Conditions de déversement en égouts publics

Art. 3. Les eaux usées industrielles rejetées en égouts publics respectent les conditions suivantes :

1° le déversement d'eaux usées provenant des fabriques d'engrais phosphatés, de superphosphates et de phosphates techniques dans les égouts publics est interdit;

2° pour les autres secteurs, le pH des eaux déversées doit être compris entre 6 et 9.5. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9.5 ou inférieur à 6 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

3° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 1 000 mg par litre;

4° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 200 ml par litre (au cours d'une sédimentation statique de deux heures);

5° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 15 mg par litre;

6° la teneur en chlorures des eaux déversées ne peut dépasser 2 000 mg par litre;

7° la teneur en sulfates des eaux déversées ne peut dépasser 2 000 mg par litre;

8° la teneur en chrome total des eaux déversées ne peut dépasser 0.1 mg Cr par litre;

9° la teneur en zinc total des eaux déversées ne peut dépasser 0.6 mg Zn par litre;

10° la teneur en plomb total des eaux déversées ne peut dépasser 0.1 mg Pb par litre;

11° la teneur en nickel total des eaux déversées ne peut dépasser 0.1 mg Ni par litre;

12° la teneur en arsenic total des eaux déversées ne peut dépasser 0.1 mg As par litre;

13° la teneur en cuivre total des eaux déversées ne peut dépasser 0.1 mg Cu par litre;

14° la dimension des matières en suspension ne peut dépasser 10 mm de diamètre;

15° la teneur en matières extractibles à l'éther de pétrole des eaux déversées ne peut dépasser 500 mg par litre;

16° la température des eaux déversées ne peut dépasser 45 °C;

17° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

18° les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;

19° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.

Sous-section III. — Méthodes d'analyse et d'échantillonnage

Art. 4. Les méthodes à suivre pour les échantillonnages ainsi que pour l'analyse de tous les paramètres repris dans les articles 2 et 3 de la présente condition sectorielle sont celles actuellement utilisées ou approuvées par le laboratoire de référence de la Région wallonne.

Art. 5. La mesure du « métal total », pour les conditions des articles 2 et 3 de la présente condition sectorielle, se fait sur échantillon non filtré, acidifié à pH 2.

Sous-section IV. — Mesures transitoires, abrogatoires et finales

Art. 6. L'arrêté royal du 2 octobre 1985 déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant du secteur de la fabrication des engrais, dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics est abrogé.

Art. 7. Pour les établissements existant à l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'autorité compétente peut prescrire des conditions particulières moins sévères que les présentes conditions sectorielles. Néanmoins, ces conditions particulières seront au moins équivalentes à l'autorisation antérieure. La durée de validité de ces conditions particulières ne peut excéder le 31 octobre 2007.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2003.

Art. 9. Le Ministre de l'Environnement est chargé d'exécuter le présent arrêté.

Namur, le 16 janvier 2003.

Le Ministre Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 953

[2003/200315]

16. JANUAR 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung über die sektorbezogenen Bedingungen für Wasser im Bereich der Herstellung von Düngemitteln

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des am 15. Februar 2002 abgegebenen Gutachtens der «Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution» (beratende Kommission für den Schutz der Gewässer gegen die Verschmutzung);

Aufgrund des am 25. September 2002 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats,

Beschließt:

EINZIGES KAPITEL — Anwendungsbereich und Ableitungsbedingungen

Abschnitt I — Anwendungsbereich

Artikel 1 - Die vorliegenden Bedingungen sind auf die in der Rubrik Nr. 24.15: Herstellung von Stickstoffverbindungen und Düngemitteln angeführten Anlagen oder Tätigkeiten anwendbar.

Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses wird der Sektor wie folgt in Untersektoren aufgeteilt:

1° Untersektor I: Erzeugung von Phosphatdünger, Superphosphat und technischem Phosphat, einschließlich der Herstellung von zusammenhängenden oder einschlägigen Erzeugnissen, insbesondere die Herstellung von Basis-Phosphorsäuren und gereinigten Phosphorsäuren;

2° Untersektor II: Erzeugung von Stickstoffdünger einschließlich der Herstellung von zusammenhängenden oder einschlägigen Erzeugnissen, insbesondere die Herstellung von Salpetersäure und Ammoniumsäure;

3° Untersektor III: Erzeugung von Mischdünger, einschließlich der Herstellung von zusammenhängenden oder einschlägigen Erzeugnissen.

Abschnitt II — Ableitungsbedingungen

Unterabschnitt I — Bedingungen für die Ableitung in gewöhnliches Oberflächenwasser

Art. 2 - Für das in gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitete industrielle Abwasser sind folgende Bedingungen einzuhalten:

- 1° für den Untersektor I muss der pH-Wert des abgeleiteten Wassers zwischen 5 und 9 liegen;
- für den Untersektor II muss der pH-Wert des abgeleiteten Wassers zwischen 6 und 9 liegen;
- für den Untersektor III muss der pH-Wert des abgeleiteten Wassers zwischen 6 und 9,5 liegen;

Wenn das Abwasser aus der Benutzung eines gewöhnlichen Oberflächenwassers und/oder Grundwassers stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Wassers, wenn er je nach Fall über 9 oder 9,5 oder je nach Fall unter 5 oder 6 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Abwassers angenommen werden;

2° der biochemische Sauerstoffbedarf in 5 Tagen bei 20 °C und bei Vorhandensein von Allyl-Thioharnstoff des abgeleiteten Abwassers darf 30 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

3° der chemische Sauerstoffbedarf des abgeleiteten Abwassers darf 200 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

4° für den Untersektor I darf der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers 200 mg pro Liter nicht überschreiten;

für den Untersektor II darf der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers 80 mg pro Liter nicht überschreiten;

für den Untersektor III darf der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers 150 mg pro Liter nicht überschreiten;

5° für die Untersektoren I und III darf der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers 3 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;

für den Untersektor II darf der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers 1 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;

6° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg pro Liter nicht überschreiten;

7° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;

8° für den Untersektor II darf der Gehalt an Nitraten des abgeleiteten Abwassers für jede Ableitung von mindestens 3 300 kg N pro Monat vor der Klärung 200 mg N pro Liter nicht überschreiten;

für den Untersektor III darf der Gehalt an Nitraten des abgeleiteten Abwassers für jede Ableitung von mindestens 3 300 kg N pro Monat vor der Klärung 150 mg N pro Liter nicht überschreiten;

9° für den Untersektor II darf der Gehalt an Ammoniumstickstoff des abgeleiteten Abwassers für jede Ableitung von mindestens 3300 kg N pro Monat vor der Klärung 100 mg N pro Liter nicht überschreiten;

für den Untersektor III darf der Gehalt an Ammoniumstickstoff des abgeleiteten Abwassers für jede Ableitung von mindestens 3 300 kg N pro Monat vor der Klärung 150 mg N pro Liter nicht überschreiten;

10° der Gehalt an totalem Chrom des abgeleiteten Abwassers darf 0,1 mg Cr pro Liter nicht überschreiten;

11° der Gehalt an totalem Zink des abgeleiteten Abwassers darf 0,6 mg Zn pro Liter nicht überschreiten;

12° der Gehalt an totalem Blei des abgeleiteten Abwassers darf 0,1 mg Pb pro Liter nicht überschreiten;

13° der Gehalt an totalem Nickel des abgeleiteten Abwassers darf 0,1 mg Ni pro Liter nicht überschreiten;

14° der Gehalt an totalem Arsen des abgeleiteten Abwassers darf 0,1 mg As pro Liter nicht überschreiten;

15° der Gehalt an totalem Kupfer des abgeleiteten Abwassers darf 0,1 mg Cu pro Liter nicht überschreiten;

16° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30 °C nicht überschreiten;

17° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Öle, Fette oder andere schwimmende Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

18° der Gehalt an totalem Phosphor darf 80 mg P pro Liter für den Untersektor I und 35 mg P pro Liter für den Untersektor III nicht überschreiten. Diese Bedingung gilt nicht für den Untersektor II;

19° der Gehalt an totalem Fluor darf 300 mg F pro Liter für den Untersektor I und 50 mg F pro Liter für den Untersektor III nicht überschreiten. Diese Bedingung gilt nicht für den Untersektor II. Diese Bedingung gilt nicht für den Untersektor II;

20° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten;

Unterabschnitt II — Bedingungen zur Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen

Art. 3 - Das in die öffentlichen Kanalisationen abgeleitete Abwasser unterliegt folgenden Bedingungen:

1° die Ableitung von Abwasser aus den Fabriken zur Herstellung von Phosphatdünger, Superphosphat und technischem Phosphat in die öffentlichen Kanalisationen ist verboten;

2° für die anderen Sektoren muss der pH-Wert des Abwassers zwischen 6 und 9,5 liegen. Wenn das Abwasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Wassers, wenn er über 9,5 oder unter 6 liegt, als Grenzwert des pH des abgeleiteten Abwassers angenommen werden;

3° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 1 000 mg pro Liter nicht überschreiten;

4° der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 200 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;

- 5° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 15 mg pro Liter, nicht überschreiten;
- 6° der Gehalt an Chloriden des abgeleiteten Abwassers darf 2 000 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 7° der Gehalt an Sulfaten des abgeleiteten Abwassers darf 2 000 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 8° der Gehalt an totalem Chrom des abgeleiteten Abwassers darf 0,1 mg Cr pro Liter nicht überschreiten;
- 9° der Gehalt an totalem Zink des abgeleiteten Abwassers darf 0,6 mg Zn pro Liter nicht überschreiten;
- 10° der Gehalt an totalem Blei des abgeleiteten Abwassers darf 0,1 mg Pb pro Liter nicht überschreiten;
- 11° der Gehalt an totalem Nickel des abgeleiteten Abwassers darf 0,1 mg Ni pro Liter nicht überschreiten;
- 12° der Gehalt an totalem Arsen des abgeleiteten Abwassers darf 0,1 mg As pro Liter nicht überschreiten;
- 13° der Gehalt an totalem Kupfer des abgeleiteten Abwassers darf 0,1 mg Cu pro Liter nicht überschreiten;
- 14° die Dimension der Schwebstoffe darf 10 mm Durchmesser nicht überschreiten;
- 15° der Gehalt an aus Petrolether extrahierbaren Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 500 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 16° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 45 °C nicht überschreiten;
- 17° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Öle, Fette oder andere schwimmende Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;
- 18° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine brennbaren oder explosionsgefährliche Dissousgase oder Produkte, die die Entwicklung derartiger Gase verursachen können, enthalten sein;
- 19° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten.

Unterabschnitt III — Analyse- und Probenahmemethoden

Art. 4 - Die für die Probenahmen sowie für die Analysen von allen in den Artikeln 2 und 3 der vorliegenden sektorbezogenen Bedingung angeführten Parametern zu verfolgenden Methoden sind diejenigen, die gegenwärtig von dem Referenzlaboratorium der Wallonischen Region angewandt und genehmigt werden.

Art. 5 - Die Messung des «totalen Metalls» für die Bedingungen der Artikel 2 und 3 der vorliegenden Sektorbedingungen erfolgt mit einer auf 2 pH versäuerten ungefilterten Probe.

Unterabschnitt IV — Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

Art. 6 - Der Königliche Erlass vom 2. Oktober 1985 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung des Abwassers aus dem Sektor der Herstellung von Düngemitteln in das gewöhnliche Oberflächenwasser wird außer Kraft gesetzt.

Art. 7 - Für die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bestehenden Betriebe kann die zuständige Behörde weniger strenge Sonderbedingungen als die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen vorschreiben. Diese Sonderbedingungen werden jedoch mindestens mit der vorhergehenden Genehmigung gleichgestellt. Die Gültigkeitsdauer dieser Sonderbedingungen darf den 31. Oktober 2007 nicht überschreiten.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Oktober 2003 in Kraft.

Art. 9 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Januar 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 953

[2003/200315]

**16 JANUARI 2003. — Besluit van de Waalse Regering
houdende sectorale voorwaarden inzake watergebruik bij de vervaardiging van kunstmeststoffen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, uitgebracht op 15 februari 2002;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 25 september 2002,

Besluit :

ENIG HOOFDSTUK. — *Toepassingsgebied en lozingsvoorwaarden*

Afdeling I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Deze voorwaarden zijn van toepassing op de activiteiten en installaties die ingedeeld zijn onder volgende rubriek :

Nr. 24.15 : vervaardiging van kunstmeststoffen en stikstofverbindingen.

Voor de toepassing van dit besluit wordt de sector in subsectoren onderverdeeld, met name :

1° subsector I : productie van fosfaatmeststoffen, superfosfaten, en technische fosfaten, met inbegrip van de vervaardiging van aanverwante producten of bijproducten, met name de vervaardiging van basisfosforzuren en gezuiverde fosforzuren;

2° subsector II : productie van stikstofmeststoffen, met inbegrip van de vervaardiging van aanverwante producten of bijproducten, met name de vervaardiging van salpeterzuren en ammoniak;

3° subsector III : productie van samengestelde meststoffen, met inbegrip van de vervaardiging van aanverwante producten of bijproducten.

Afdeling II. — Lozingsvoorwaarden

Onderafdeling I. — Voorwaarden voor lozingen in gewoon oppervlaktewater

Art. 2. Industrieel afvalwater dat in gewoon oppervlaktewater wordt geloosd, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° voor subsector I ligt de pH-waarde tussen 5 en 9;

voor subsector II ligt de pH-waarde tussen 6 en 9;

voor subsector III ligt de pH-waarde tussen 6 en 9.5.

Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9 of 9.5, al naargelang het geval, of lager dan 5 of 6;

2° de biochemische zuurstofbehoefte over vijf dagen bij 20 °C en bij aanwezigheid van allyl thio-ureum is niet hoger dan 30 mg per liter;

3° de chemische zuurstofbehoefte is niet hoger dan 200 mg per liter;

4° voor subsector I is het gehalte aan zwevende stoffen niet hoger dan 200 mg per liter;

voor subsector II is het gehalte aan zwevende stoffen niet hoger dan 80 mg per liter;

voor subsector III is het gehalte aan zwevende stoffen niet hoger dan 150 mg per liter;

5° voor de subsectoren I en III is het gehalte aan bezinkbare stoffen niet hoger dan 3 ml per liter (statische bezinking gedurende 2 uur);

voor de subsector II is het gehalte aan bezinkbare stoffen niet hoger dan 1 ml per liter (statische bezinking gedurende 2 uur);

6° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 5 mg per liter;

7° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 3 mg per liter;

8° voor subsector II is het gehalte aan nitraten niet hoger dan 200 mg N per liter voor elke lozing van 3 300 kg N-Kjeldahl of meer per maand voorafgaande aan de zuivering;

voor subsector III is het gehalte aan nitraten niet hoger dan 150 mg N per liter voor elke lozing van 3 300 kg N-Kjeldahl of meer per maand voorafgaande aan de zuivering;

9° voor subsector II is het gehalte aan ammoniumstikstof niet hoger dan 100 mg N per liter voor elke lozing van 3 300 kg N-Kjeldahl of meer per maand voorafgaande aan de zuivering;

voor subsector III is het gehalte aan ammoniumstikstof niet hoger dan 150 mg N per liter voor elke lozing van 3 300 kg N-Kjeldahl of meer per maand voorafgaande aan de zuivering;

10° het gehalte aan totaal chroom is niet hoger dan 0,1 mg Cr per liter;

11° het gehalte aan totaal zink is niet hoger dan 0,6 mg Zn per liter;

12° het gehalte aan totaal lood is niet hoger dan 0,1 mg Pb per liter;

13° het gehalte aan totaal nikkel is niet hoger dan 0,1 mg Ni per liter;

14° het gehalte aan totaal arseen is niet hoger dan 0,1 mg As per liter;

15° het gehalte aan totaal koper is niet hoger dan 0,1 mg Cu per liter;

16° de temperatuur is niet hoger dan 30 °C;

17° het is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;

18° het gehalte aan totaal fosfor is niet hoger dan 80 mg P per liter voor subsector I en 35 mg P per liter voor subsector III. Deze voorwaarde is niet van toepassing op subsector II;

19° het gehalte aan totaal fluor is niet hoger dan 300 mg PF per liter voor subsector I en 50 mg F per liter voor subsector III. Deze voorwaarde is niet van toepassing voor subsector II;

20° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de docterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

Onderafdeling II. — Voorwaarden voor lozingen in openbare rioleringen

Art. 3. Industrieel afvalwater dat in openbare rioleringen geloosd wordt, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° lozingen van afvalwater uit fabrieken van fosfaatmeststoffen, superfosfaten en technische fosfaten in openbare rioleringen zijn verboden;

2° voor de andere sectoren ligt de pH-waarde tussen 6 en 9.5. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9.5 of lager dan 6;

3° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 1 000 mg per liter;

4° het gehalte aan bezinkbare stoffen is niet hoger dan 200 ml per liter (statische bezinking gedurende 2 uur);

5° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 15 mg per liter;

6° het gehalte aan chloriden is niet hoger dan 2 000 mg per liter;

7° het gehalte aan sulfaten is niet hoger dan 2 000 mg per liter;

8° het gehalte aan totaal chroom is niet hoger dan 0,1 mg Cr per liter;

9° het gehalte aan totaal zink is niet hoger dan 0,6 mg Zn per liter;

10° het gehalte aan totaal lood is niet hoger dan 0,1 mg Pb per liter;

11° het gehalte aan totaal nikkel is niet hoger dan 0,1 mg Ni per liter;

12° het gehalte aan totaal arseen is niet hoger dan 0,1 mg As per liter;

13° het gehalte aan totaal koper is niet hoger dan 0,1 mg Cu per liter;

14° de diameter van de zwevende stoffen bedraagt hoogstens 10 mm;

15° het gehalte aan met petroleumether extraheerbare stoffen is niet hoger dan 500 mg per liter;

16° de temperatuur is niet hoger dan 45 °C;

17° het is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;

18° het bevat geen opgelost ontvlambaar of ontplofbaar gas, noch producten die het vrijmaken van dergelijke gassen kunnen veroorzaken;

19° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de docterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

Onderafdeling III. — Analyse- en monsternemingstechnieken

Art. 4. Voor de monsternemingen en de analyse van de gezamenlijke parameters bedoeld in de artikelen 2 en 3 van deze sectorale voorwaarden wordt gebruik gemaakt van de technieken die tegenwoordig toegepast worden of goedgekeurd zijn door het referentielaboratorium van het Waalse Gewest.

Art. 5. Wat betreft de voorwaarden bedoeld in de artikelen 2 en 3 van dit besluit, wordt « totaal metaal » gemeten aan de hand van een ongefilterd monster, aangezuurd bij PH2.

Onderafdeling IV. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 6. Het koninklijk besluit van 2 oktober 1985 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de sector van de meststoffenfabrieken, in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen, wordt opgeheven.

Art. 7. Voor de inrichtingen die in werking zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, kan de bevoegde overheid voorzien in voorwaarden die niet zo streng zijn als deze sectorale voorwaarden. Die bijzondere voorwaarden zijn hoe dan ook gelijk aan de vorige vergunning. De geldigheidsduur ervan verstrijkt uiterlijk op 31 oktober 2007.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2003.

Art. 9. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 januari 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET